



**FÉDÉRATION NATIONALE DE LA LIBRE PENSÉE**  
*Membre de l'Association Internationale de la Libre Pensée (IAFT-AILP)*  
10/12 rue des Fossés-Saint-Jacques 75005 PARIS –  
Tél. : 01 46 34 21 50 – Fax : 01 46 34 21 84  
libre.pensee@wanadoo.fr — <http://www.fnlp.fr>



<https://fr-fr.facebook.com/federationnationalelibrepensee>



@LibrePenseur5

#5dec15

## En direct avec Hervé Basire, Secrétaire général de la FERC-CGT

Interview pour *la Raison*, revue de la Libre Pensée

### *La FERC-CGT appelle à la manifestation du 5 décembre 2015 avec la Libre Pensée*

**L**a *Raison* : Vous êtes un responsable de la CGT. Quel est le champ d'activités de votre Fédération syndicale ?



**Hervé Basire** : La Fédération de l'Education, la Recherche et la Culture de la CGT rassemble les syndicats des personnels de l'Education nationale, de l'Enseignement Privé sous contrat et « hors contrat », de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (universités et établissements publics comme le CNRS, l'INSERM, l'IFREMER...), les agents du ministère de la Culture et de la Communication, du ministère de la Ville, de la Jeunesse et des Sports, mais aussi la plupart des salariés de la formation professionnelle de droit public ou privé et ceux des associations d'Education Populaire ou de sport.

**La Raison** : Quelles sont les menaces, selon vous, qui pèsent aujourd'hui contre la laïcité de l'Ecole publique ?

**Hervé Basire** : Le combat pour la laïcité fait partie intégrante du combat pour l'émancipation, c'est un combat permanent dans une société marquée par des rapports

de domination visant à préserver les privilèges des détenteurs du capital. Les menaces concernent tous les secteurs de la vie sociale. Ainsi les attaques contre le Statut général de la Fonction publique comme l'éclatement des services publics fragilisent l'indépendance des personnels vis-à-vis des pouvoirs. Cela vaut évidemment pour l'Ecole que de nombreux lobbys souhaitent instrumentaliser. Les contenus d'enseignement, sous la pression du patronat, font la part belle aux idéologies libérales. On assiste en parallèle à une sorte de révisionnisme mettant en cause les valeurs républicaines.

Les politiques d'austérité successives se traduisent en matière d'Education par une insuffisance de moyens et d'ambition. Les déstructurations comme les restructurations à marche forcée qui frappent le système éducatif, de la maternelle à l'université, à coups de contre-réformes dévastatrices ne permettent plus au service Public d'Education d'assurer ses missions et de répondre aux besoins. Une des premières conséquences significatives se caractérise par le développement dans tous les secteurs d'offres concurrentielles, en partie sous contrôle d'institutions religieuses. Les accords Kouchner/Vatican avaient déjà ouvert une brèche par la reconnaissance de diplômes canoniques dans une logique visant à affaiblir le rôle de l'Etat dans la certification des qualifications. Désormais, il existe des doctorats dans des disciplines "profanes" délivrés en vertu de cet accord, comme par exemple à la Faculté Libre d'Angers. Nous l'avons dénoncé, sans aucune réaction des pouvoirs publics.

**La Raison** : Que pensez-vous de la loi Debré qui finance à hauteur de 10 milliards d'euros chaque année l'enseignement privé ?

**Hervé Basire** : L'ensemble de nos syndicats, y compris celui des personnels des établisse-

ments privés, revendique la fin du système dual et l'intégration de tous les établissements dans un grand service public d'Éducation Nationale. L'Etat finançant les personnels sous contrat, et les collectivités prenant un part non négligeable à ce financement, cette revendication est la seule qui offre aux jeunes comme aux personnels des perspectives de progrès. Mettre l'ensemble des ressources dans un système éducatif modernisé et démocratique doit permettre de répondre aux besoins sociaux grandissants qui place l'Éducation au cœur de tout projet de transformation sociale.

Par ailleurs, la FERC-CGT est aux côtés des salariés des établissements privés qui luttent pour la défense de leurs libertés et leurs conditions de travail. Ces établissements sont parfois de véritables zones de non-droit ; or l'Etat, garant de la contractualisation, ne joue pas son rôle. Les atteintes aux libertés syndicales, à la liberté de conscience des salariés sont intolérables. L'Etat, par son désengagement, laisse ainsi les mains libres à ces employeurs, alors même que ceux-ci foulent aux pieds le droit du travail et négligent la protection de la santé des travailleurs. La Charte de la Laïcité doit dès à présent concerner tous les établissements, publics comme privés, dans l'attente d'une unification dans un grand service public laïque d'Éducation nationale.

**La Raison** : Votre Fédération syndicale de la CGT appelle à la manifestation du 5 décembre 2015 pour la défense de la loi de 1905 et pour l'abrogation de la loi Debré avec la Libre Pensée. Pourquoi ?



**Hervé Basire** : La CGT, née en 1895, fête cette année ses 120 ans. Elle a été de tous les combats pour la laïcité et l'émancipation. A l'heure où certains voudraient instrumentaliser ce combat à des fins de discrimination raciste, islamophobe

et d'exclusion, il nous paraît important de rappeler les fondamentaux de la laïcité portés par la loi de Séparation des Églises et de l'État. La loi de 1905 a permis de libérer en grande partie l'espace public de l'emprise des religions. Elle consacre ainsi pour chacun la liberté de conscience, y compris religieuse. La République assure la liberté de conscience et garantit la libre expression des convictions de chacun.

La République garantit l'égalité en droits des citoyens. Personne ne peut être privilégié ou discriminé en fonction de ses appartenances politiques, philosophiques ou religieuses : « La loi protège la foi aussi longtemps que la foi ne vient pas dicter la loi ». Nous ne menons pas un combat contre les religions ou leurs institutions avec lesquelles par ailleurs nous pouvons dialoguer. La FERC-CGT, lors de son dernier congrès, déclarait qu'il était nécessaire que « soit réaffirmés les principes de la loi de 1905 et que le gouvernement revienne sur les dérives des gouvernements précédents... ». Nous constatons qu'il n'en a rien été au-delà de quelques effets de manche non suivis d'engagements.

**La lutte pour le respect intégral des principes de la loi de 1905 est indissociable de la perspective de transformation sociale de progrès portée par la CGT.**

**Emancipation, tendance intersyndicale,  
appelle aussi à la manifestation  
avec la Libre Pensée le 5 décembre 2015,  
place de la République**